

Comptes consolidés 2021



État de la situation financière en millions de dirhams

ACTIF (en millions MAD)	Note	31-déc.-20	31-déc.-21
Goodwill	3	9 315	8 976
Autres immobilisations incorporelles	4	8 120	7 521
Immobilisations corporelles	5	28 319	27 400
Droit d'usage de l'actif	34	1 592	1 371
Titres mis en équivalence	6	0	0
Actifs financiers non courants	7	654	784
Impôts différés actifs	8	580	508
Actifs non courants		48 579	46 560
Stocks	9	271	318
Créances d'exploitation et autres	10	11 816	12 699
Actifs financiers à court terme	11	130	126
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	2 690	2 024
Actifs disponibles à la vente		54	54
Actifs courants		14 960	15 222
Total actif		63 540	61 782

PASSIF (en millions MAD)	Note	31-déc.-20	31-déc.-21
Capital		5 275	5 275
Réserves consolidées		2 023	3 631
Résultats consolidés de l'exercice		5 423	6 008
Capitaux propres - part du Groupe	13	12 721	14 914
Intérêts minoritaires		3 968	3 887
Capitaux propres		16 688	18 800
Provisions non courantes	14	521	503
Emprunts et autres passifs financiers à long terme	15	4 748	3 767
Impôts différés passifs	8	45	50
Autres passifs non courants		0	0
Passifs non courants		5 314	4 321
Dettes d'exploitation	16	24 007	23 865
Passifs d'impôts exigibles		671	787
Provisions courantes	14	1 247	1 332
Emprunts et autres passifs financiers à court terme	15	15 612	12 677
Passifs courants		41 538	38 661
Total passif		63 540	61 782

État de résultat global en millions de dirhams

(En millions MAD)	Note	31-déc.-20	31-déc.-21
Chiffre d'affaires	17	36 769	35 790
Achats consommés	18	-5 416	-5 123
Charges de personnel	19	-3 005	-2 868
Impôts, taxes et redevances	20	-3 344	-3 447
Autres produits et charges opérationnels	21	-8 746	-5 303
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et aux provisions	22	-4 240	-7 477
Résultat opérationnel		12 018	11 573
Autres produits et charges des activités ordinaires*		-1 513	-88
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	23	0	0
Résultat des activités ordinaires		10 505	11 485
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		17	27
Coût de l'endettement financier brut		-888	-826
Coût de l'endettement financier net		-871	-800
Autres produits et charges financiers		26	-77
Résultat financier	24	-844	-876
Charges d'impôt	25	-3 372	-3 680
Résultat net		6 289	6 928
Ecart de change résultant des activités à l'étranger		134	-378
Autres produits et charges du résultat global		-14	34
Résultat net global		6 409	6 584
Résultat net		6 289	6 928
Part du groupe		5 423	6 008
Intérêts minoritaires	26	866	920
Résultat net global		6 409	6 584
Part du groupe		5 511	5 787
Intérêts minoritaires	26	899	797
RÉSULTATS PAR ACTION		31-déc.-20	31-déc.-21
Résultat net - Part du Groupe (en millions MAD)		5 423	6 008
Nombre d'actions au 31 décembre		879 095 340	879 095 340
Résultat net par action	27	6,17	6,83
Résultat net dilué par action	27	6,17	6,83

*Le montant figurant en Autres produits et charges des activités ordinaires de 2020 correspond aux dons Covid19 du Groupe.

- Le Groupe Maroc Telecom réalise un chiffre d'affaires de près de 36 milliards de dirhams en 2021, en baisse de 2,7% (-2,0% à change constant). La bonne tenue du chiffre d'affaires des filiales Moov Africa et du Haut Débit Fixe au Maroc compense partiellement le ralentissement des activités Mobile au Maroc, toujours impactées par le contexte concurrentiel et réglementaire.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021 AUDIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Itissalat Al-Maghrib (IAM) S.A et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 18 800 millions de dirhams dont un bénéfice net consolidé de 6 928 millions de dirhams.

Ces états ont été arrêtés par le Directoire le 11 février 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés identifiées

Reconnaissance du chiffre d'affaires des activités de télécommunication

Le montant du chiffre d'affaires dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2021 s'élève à Dirhams 35 790 millions.

Il existe un risque inhérent à la reconnaissance du chiffre d'affaires comptabilisé, compte tenu de la multitude des produits et services, de la complexité des systèmes d'information et de l'impact de l'évolution des modèles de tarification (structures tarifaires, systèmes d'incitation, rabais, etc.).

L'application des normes comptables de reconnaissance des revenus implique un certain nombre de jugements et d'estimations clés.

De ce fait, nous considérons le chiffre d'affaires issu des activités de télécommunication comme une question clé de notre audit.

Les méthodes de reconnaissance du chiffre d'affaires sont détaillées dans la note 3.15 des états financiers consolidés.

Évaluation du goodwill

Dans le cadre de son développement, le Groupe a été amené à réaliser des opérations de croissance externe et à reconnaître plusieurs goodwills.

Ces goodwills, qui correspondent à l'écart entre le prix payé et la juste valeur des actifs et passifs repris, sont décrits dans la note 3 aux états financiers consolidés.

La direction s'assure lors de chaque exercice que la valeur comptable des goodwills rattachés à chaque Unité Génératrice de Trésorerie (UGT), figurant au bilan au 31 décembre 2021 pour un montant de Dirhams 8 976 millions, n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable et ne présente pas de risque de perte de valeur.

Les modalités du test de dépréciation et le détail des hypothèses retenues mis en œuvre sont décrits en note 3.

La valeur recouvrable est déterminée par référence à la valeur d'utilité calculée à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus du groupe d'actifs la composant.

La détermination de la valeur recouvrable des goodwills repose sur le jugement de la direction, s'agissant notamment des hypothèses de résultats futurs des sociétés concernées et du taux d'actualisation appliqué aux flux de trésorerie prévisionnels.

Nous considérons de ce fait l'évaluation des goodwills comme un point clé de l'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne :

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues
- et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des
- états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte Audit
Sakina BENSOUADA KORACHI
Associée
Deloitte Audit
Bd Sidi Mohamed El-Maghribi
Bâtiment 25 - 5ème étage - Le Marjane
Tél: 0521 52 44 21 / 05 22 22 47 44
Fax: 05 22 22 08 79 / 47 58

Coopers Audit Maroc S.A
COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan I
Casablanca
ABOULAZIZ AL-REHMANI
Associé

Comptes sociaux 2021

Bilan en milliers de dirhams

ACTIF	EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	PASSIF	NET		
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			NET	NET 31/12/2020	2021
IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)	1 500 000	600 000	900 000	1 200 000	CAPITAUX PROPRES (A)	16 722 339	14 603 256
. Frais préliminaires	0	0	0	0	. Capital social ou personnel (1)	5 274 572	5 274 572
. Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 500 000	600 000	900 000	1 200 000	. Moins : Actionnaires, Capital souscrit non appelé	0	0
. Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0	. Capital appelé, dont versé	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	12 362 796	10 386 134	1 976 662	2 080 595	. Primes d'émission, de fusion, d'apport	0	0
. Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	. Ecarts de réévaluation	0	0
. Brevets, Marques, Droits et valeurs similaires	12 004 593	10 315 686	1 688 907	1 885 946	. Réserve légale	527 457	527 457
. Fonds commercial	70 447	70 447	0	119	. Autres réserves	5 276 257	2 552 808
. Autres immobilisations incorporelles	287 755	0	287 755	194 531	. Report à nouveau (2)	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	74 026 964	58 984 523	15 042 441	15 738 026	. Résultat net en instance d'affectation (2)	0	0
. Terrains	961 935	0	961 935	955 383	. Résultat net de l'exercice (2)	5 644 052	6 248 419
. Constructions	8 233 912	5 573 690	2 660 222	2 771 028	CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	0	0
. Installations Techniques, Matériel et Outillage	58 155 243	48 458 854	9 696 389	10 367 432	. Subventions d'investissement	0	0
. Matériel de Transport	278 936	100 524	178 411	195 441	. Provisions réglementées	0	0
. Mobiliers, Matériel de Bureau et Aménagements Divers	5 002 554	4 674 147	328 408	404 395	DETTES DE FINANCEMENT (C)	1 494	6 874
. Autres Immobilisations Corporelles	11 048	0	11 048	11 048	. Emprunts obligataires	0	0
. Immobilisations Corporelles en cours	1 383 336	177 308	1 206 028	1 033 300	. Autres dettes de financement	1 494	6 874
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	12 771 564	387 418	12 384 146	12 215 950	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)	44 248	14 710
. Prêts Immobilisés	812 669	0	812 669	649 437	. Provisions pour risques	31 913	1 378
. Autres Créances Financières	4 190	0	4 190	4 084	. Provisions pour charges	12 336	13 332
. Titres de participation	11 954 705	387 418	11 567 287	11 562 429	ECART DE CONVERSION - PASSIF (E)	0	3 784
. Autres Titres Immobilisés	0	0	0	0	. Augmentation des créances immobilisées	0	3 784
ECART DE CONVERSION-ACTIF (E)	31 913	0	31 913	1 378	. Diminution des dettes de financement	0	0
. Diminution des Créances Immobilisées	31 913	0	31 913	1 378	TOTAL I (A+B+C+D+E)	100 693 237	70 358 075
. Augmentation des Dettes de Financement	0	0	0	0	STOCKS (F)	212 335	117 183
TOTAL I (A+B+C+D+E)	100 693 237	70 358 075	30 335 162	31 235 949	. Marchandises	157 401	103 605
STOCKS (F)	212 335	117 183	95 153	100 865	. Matières et Fournitures Consommables	54 934	13 578
. Marchandises	157 401	103 605	53 796	46 893	. Produits en cours	0	0
. Matières et Fournitures Consommables	54 934	13 578	41 356	53 971	. Produits Intermédiaires et Produits résiduels	0	0
. Produits en cours	0	0	0	0	. Produits Finis	0	0
. Produits Intermédiaires et Produits résiduels	0	0	0	0	CREANCES DEL'ACTIF CIRCULANT (G)	16 913 545	8 976 661
. Produits Finis	0	0	0	0	. Fournisseurs Débiteurs, avances et acomptes	13 247	0
CREANCES DEL'ACTIF CIRCULANT (G)	16 913 545	8 976 661	7 936 884	7 783 775	. Clients et comptes rattachés	15 528 541	8 652 428
. Fournisseurs Débiteurs, avances et acomptes	13 247	0	13 247	11 046	. Personnel	3 708	0
. Clients et comptes rattachés	15 528 541	8 652 428	6 876 113	6 271 041	. Etat	794 372	0
. Personnel	3 708	0	3 708	3 771	. Comptes d'associés	0	0
. Etat	794 372	0	794 372	560 205	. Autres débiteurs	551 513	324 234
. Comptes d'associés	0	0	0	0	. Comptes de régularisation Actif	22 165	0
. Autres débiteurs	551 513	324 234	227 279	912 969	TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	131 859	0
. Comptes de régularisation Actif	22 165	0	22 165	24 743	ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (I)	55 133	0
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	131 859	0	131 859	131 611	(Eléments circulants)	55 133	0
ECARTS DE CONVERSION - ACTIF (I)	55 133	0	55 133	35 510	TOTAL II (F+G+H+I)	17 312 872	9 093 844
(Eléments circulants)	55 133	0	55 133	35 510	TRESORERIE - ACTIF	173 515	0
TOTAL II (F+G+H+I)	17 312 872	9 093 844	8 219 028	8 051 761	. Chèques et valeurs à encaisser	0	0
TRESORERIE - ACTIF	173 515	0	173 515	554 212	. Banques, T.G. ET C.C.P.	171 349	0
. Chèques et valeurs à encaisser	0	0	0	0	. Caisses, Régies d'avances et accreditifs	2 166	0
. Banques, T.G. ET C.C.P.	171 349	0	171 349	551 555	TOTAL III	173 515	0
. Caisses, Régies d'avances et accreditifs	2 166	0	2 166	2 657	TOTAL GENERAL I-II+III	118 179 624	79 451 918
TOTAL III	173 515	0	173 515	554 212	TOTAL GENERAL I-II+III	118 179 624	79 451 918
TOTAL GENERAL I-II+III	118 179 624	79 451 918	38 727 705	39 841 922	. Crédit de trésorerie	0	0
					. Banques (soldes créditeurs)	8 577 856	11 050 780
					Total III	8 577 856	11 050 780
					TOTAL GENERAL I-II+III	38 727 705	39 841 922

Compte de produits et charges en milliers de dirhams

(En milliers de dirhams)	2021	2020
I- PRODUITS D'EXPLOITATION	19 659 201	21 096 060
. Ventes de marchandises (en l'état)	384 447	424 294
. Ventes de biens et services produits	18 748 690	19 864 933
Chiffre d'affaires	19 133 137	20 289 226
. Variation des stocks de produits	0	0
. Immobilisations produites par l'Entreprise pour elle-même	0	0
. Subventions d'exploitation	0	0
. Autres produits d'exploitation	30 039	25 433
. Reprises d'exploitation; Transferts de charges	496 025	781 401
TOTAL I	19 659 201	21 096 060
II- CHARGES D'EXPLOITATION	12 394 366	12 846 696
. Achats revendus de marchandises	572 636	554 477
. Achats consommés de matières et fournitures	3 078 241	3 115 886
. Autres charges externes	2 596 921	2 537 575
. Impôts et Taxes	311 185	286 362
. Charges de personnel	1 954 514	2 108 018
. Autres charges d'exploitation	2 233	2 540
. Dotations d'exploitation Amortissement	3 308 841	3 502 875
. Dotations d'exploitation Provision	569 794	738 963
TOTAL II	12 394 366	12 846 696
III- RESULTAT D'EXPLOITATION I-II	7 264 835	8 249 364
IV- PRODUITS FINANCIERS	2 000 173	1 417 233
. Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	1 301 627	942 932
. Gains de change	429 524	294 632
. Intérêts et autres produits financiers	71 358	106 866
. Reprises financières; Transferts de charges	197 664	72 803
TOTAL IV	2 000 173	1 417 233
V- CHARGES FINANCIERES	1 049 198	667 653
. Charges d'intérêts	321 231	348 950
. Pertes de change	274 705	267 044
. Autres charges financières	11 097	775
. Dotations financières	442 165	50 884
TOTAL V	1 049 198	667 653
VI- RESULTAT FINANCIERS IV - V	950 975	749 580
VII- RESULTAT COURANT III + VI	8 215 810	8 998 945
VIII- PRODUITS NON COURANTS	327 403	5 129 926
. Produits des cessions d'immobilisations	13 880	4 901
. Subventions d'équilibre	0	0
. Reprises sur subventions d'investissement	0	0
. Autres produits non courants	112 277	71 604
. Reprises non courantes; transferts de charges	201 245	5 053 421
TOTAL VIII	327 403	5 129 926
IX- CHARGES NON COURANTES	944 934	5 584 073
. V.N.A des immobilisations cédées	171 941	3 578
. Subventions accordées	0	0
. Autres charges non courantes	280 255	5 005 080
. Dotations Réglementées	0	0
. Dotations non courantes aux amortissements & provisions	492 738	575 415
TOTAL IX	944 934	5 584 073
X- RESULTAT NON COURANT VIII - IX	-617 531	-454 147
XI- RESULTAT AVANT IMPOTS VII + X	7 598 279	8 544 797
XII- IMPOT SUR LES SOCIETES	1 954 226	2 296 379
XIII- RESULTAT NET XI - XII	5 644 052	6 248 419
XIV- TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)	21 986 776	27 643 219
XV- TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	16 342 724	21 394 801
XVI- RESULTAT NET (total des produits-total des charges)	5 644 052	6 248 419

- Le chiffre d'affaires de Maroc Telecom réalisé en 2021 s'établit à 19 133 millions de dirhams, en baisse de 5,7% par rapport à 2020.
- Avec un résultat avant impôt de 7 598 millions de dirhams et un impôt sur les sociétés de 1 954 millions de dirhams, le résultat net ressort à 5 644 millions de dirhams, en baisse de 9,7%.

Par ailleurs, Maroc Telecom annonce que son rapport financier annuel est disponible sur le site de la société à l'adresse suivante : <https://www.iam.ma/groupe-maroc-telecom/communication-financiere/information-reglementee/communiques-de-presse.aspx?fiche=8#>

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021
AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE**

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Itissalat Al-Maghrib S.A (la « société » ou « IAM »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 16 722 339 milliers de dirhams dont un bénéfice net de 5 644 052 milliers de dirhams.

Ces états ont été arrêtés par le Directoire le 11 février 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Itissalat Al-Maghrib S.A au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés identifiées	Notre réponse
<p>Reconnaissance du chiffre d'affaires des activités de télécommunication</p> <p>Le montant du chiffre d'affaires dans les états de synthèse au 31 décembre 2021 s'élève à Dirhams 19 133 137 milliers.</p> <p>Il existe un risque inhérent à la reconnaissance du chiffre d'affaires comptabilisé, compte tenu de la multitude des produits et ses services, de la complexité des systèmes d'information et de l'impact de l'évolution des modèles de tarification (structures tarifaires, systèmes d'incitation, rabais, etc.).</p> <p>L'application des normes comptables de reconnaissance des revenus implique un certain nombre de jugements et d'estimations clés.</p> <p>De ce fait, nous considérons le chiffre d'affaires issu des activités de télécommunication comme une question clé de notre audit.</p> <p>Les méthodes de reconnaissance du chiffre d'affaires sont détaillées dans l'état A1 des États d'Informations Complémentaires (ETIC).</p>	<p>Nous avons, avec l'assistance de nos spécialistes IT (Information Technology), procédé à un examen des processus et des contrôles clés mis en place par la société y compris les systèmes informatiques utilisés aux fins de la reconnaissance du chiffre d'affaires.</p> <p>En particulier, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pris connaissance de l'environnement de contrôle général, notamment informatique, mis en place par la société ; - Identifié et évalué les contrôles clés mis en place par la société et pertinents pour notre audit ; - Testé le fonctionnement des contrôles pertinents, notamment sur les systèmes applicatifs entrant dans le processus de génération, d'évaluation et de comptabilisation du chiffre d'affaires ; - Réalisé des procédures analytiques et testé un échantillon d'écritures manuelles en fin de période.
<p>Évaluation des titres de participations</p> <p>Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2021 pour un montant net de Dirhams 11 567 287 milliers. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur actuelle.</p> <p>Comme indiqué dans la note A1-4 de l'ETIC, la valeur actuelle est estimée par la direction par référence à la quote-part des capitaux propres que les titres représentent, celle-ci étant le cas échéant rectifiée pour tenir compte notamment des perspectives de développement et de la performance de ces participations.</p> <p>L'estimation de la valeur actuelle de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (Capitaux propres notamment), et/ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité notamment).</p> <p>Dans ce contexte, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à effectuer un examen du processus d'évaluation des titres de participation et des éléments chiffrés utilisés. Nous avons notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obtenus les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des entités concernées et apprécié leur cohérence avec les données prévisionnelles établies par la direction ; - Vérifié la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique prévalant à la clôture ; - Comparé les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ; - Vérifié le cas échéant que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités et que les éventuelles réévaluations opérées sur ces capitaux propres sont documentées de manière appropriée.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.


Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Deloitte Audit

 Sakina BENSOUIDA KORACHI
 Associée
 Deloitte Audit
 Bd Sidi Mokhammad Benabdellah
 Bâtiment "C" - Niveau 9 - La Marina
 Casablanca
 Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
 Fax: 05 22 22 40 78 / 47.59

Coopers Audit Maroc S.A

 Siège Social: 83 Avenue Hassan I
 Casablanca *
 Association d'Experts-Comptables
 Associé